

# A bas la répression policière !

Tous les groupements révolutionnaires d'extrême-gauche sont interdits et dissous.

Pierre Frank, dirigeant de la IV<sup>e</sup> Internationale, est incarcéré et au secret depuis huit jours.

Un jeune lycéen de l'U.J.C.M.L. est mort, deux ouvriers ont été tués, dont un par balle.

Les attaques des commandos d'extrême-droite se multiplient : à La Rochelle des colleurs U.D.R. s'en prennent aux habitants d'un immeuble et une personne est blessée par balle.

La Sorbonne est occupée et la police « nettoie » les locaux en brandissant le drapeau tricolore.

Perquisitions, arrestations, répression. Salan et Argoud sont libérés. Les flics occupent Paris.

La bourgeoisie prétend prendre une revanche à la mesure de sa peur. Les paroles trompeuses de Pompidou masquent la vérité : ce n'est pas la « patience » qui a guidé la bourgeoisie pendant un mois, mais sa paralysie et son impuissance face à un peuple révolté.

La montée des luttes et leur généralisation ont fait vaciller le pouvoir ; au bord de la chute il n'avait plus de ressort. L'Etat se désagrègeait.

La « fermeté » d'aujourd'hui n'est possible que parce que le mouvement de masse, privé de direction révolutionnaire, a reflué.

Que l'arbitraire sévise, que la répression s'intensifie ne trouble

---

*Au moment de mettre sous presse, nous apprenons de New York que des manifestations sont organisées devant les consulats français aux Etats-Unis. Ces manifestations ont été appelées par des personnalités de la gauche américaines. Parmi elles :*

*Linda Morse, du S.N.C.*

*Lew Jones, de la Y.S.A.*

*Bols Kirkman, du S.D.S. de New York.*

*Wendi Fisher, de H.S.S.M.C.*

*Norma Becker, du Mouvement contre la guerre.*

*Fred Halstead, du S.W.P.*

---

ni le P.C.F. ni la C.G.T. Disciples de la peur et de la capitulation, ils rampent. Le pouvoir fait-il un pas en avant ? Ils en font deux en arrière. Sans doute est-ce là le « léninisme de notre temps ».

Devant une situation révolutionnaire sans précédent, devant ce « mouvement de masse d'une ampleur inégalée » qui devait donner naissance à une « démocratie véritable et renouée » ils ont cédé sur leurs propres objectifs ; lancé « in extremis », le mot d'ordre ambigu de « gouvernement populaire » fut tout de suite abandonné. Ils ont cédé au chantage dans l'espoir d'une victoire électorale.

Mais plus ils reculent, plus le pouvoir attaque. Les « loyaux services » rendus au patronat ne permettront peut-être même pas au P.C.F. d'augmenter le nombre de ses députés ; la F.G.D.S. et « l'unité de la gauche » n'ont jamais été aussi menacées ; le Parti se défend certes d'être, comme le disait Garaudy, « un barbare campant dans la société moderne » ; il cherche des alliés, partout et à tout prix ; il est le parti de l'Ordre. Mais il est isolé : il n'est pas parvenu à rassurer la bourgeoisie. Il est discrédité dans la jeunesse d'extrême-gauche : à Renault, on a crié « C.G.T. trahison » lors de la reprise du travail.

La bourgeoisie, elle, a compris ; plus l'ennemi cède du terrain, plus elle frappe. Les concessions du P.C.F. ne font qu'encourager son offensive anticommuniste.

La C.G.T. et le Parti, au lieu de rendre coup pour coup, de contre-attaquer, de défendre les organisations dissoutes, hurlent avec les loups contre les gauchistes. Ce faisant, ils s'affaiblissent. En laissant la reprise du travail se faire en ordre dispersé, secteur par secteur, puis entreprise par entreprise, ils ont démobilisé la classe ouvrière et renforcé le gouvernement.

\*  
\*\*

Aujourd'hui l'heure est à la riposte. Face à l'offensive réaction-

naire et malgré les interdictions arbitraires, il n'est qu'une parade : amplifier l'action de masse, développer la protestation contre la répression, exiger la libération des emprisonnés, soutenir les grévistes encore en lutte et continuer le combat sous toutes ses formes : par notre propagande, par des manifestations, par l'action commune de toutes les organisations, pour renverser le capitalisme.

Mai 1968 n'est qu'un début :

**CONTINUONS LE COMBAT.**

---

## Une déclaration de Pierre Frank

Quelques heures avant d'être retenu par la police puis gardé au secret, Pierre Frank, secrétaire du P.C.I. avait publié la déclaration suivante :

J'ai appris, par une agence de presse, que le Parti Communiste Internationaliste (P.C.I.) a été placé dans une liste d'organisations dont la dissolution a été décrétée par le Conseil des ministres. Je n'ai, jusqu'à présent, reçu aucune notification officielle de cette mesure qui, par ailleurs, ne me surprend pas.

Le P.C.I., il faut le rappeler, a été fondé dans la clandestinité durant la seconde guerre mondiale, à partir d'une fusion de divers groupes trotskystes. Il a eu des activités publiques depuis la libération. Il a notamment présenté des candidats lors de différentes élections législatives.

Nos membres furent persécutés et arrêtés durant les guerres coloniales du Vietnam et d'Algérie.

La mesure gouvernementale qui frappe également une série d'organisations de jeunes, sur la base « d'organisation de groupes armés », est totalement arbitraire. Le gouvernement ne parle d'ailleurs pas de soumettre cette mesure à une juridiction compétente où il aurait à formuler des accusations de manière précise et où il devrait apporter des preuves.

L'attitude du gouvernement coïncide avec la campagne frénétique que mènent les directions du P.C.F. et de la C.G.T. contre les « gauchistes ».

Ces directions n'ont d'ailleurs pas protesté contre une répression qui pourrait bien les viser un jour...

Nous étudions tous les aspects légaux de cette mesure, nous réservant le droit de la contester en justice. Nous avons confiance dans le combat que ne manqueront pas de mener les organisations ouvrières et de défense des droits de l'homme contre ces mesures prises par le pouvoir. (...)

Les trotskystes, qui ont connu bien d'autres répressions auparavant, sortiront plus forts que jamais de cette nouvelle attaque.